

Durabilité et standards internationaux: des lignes directrices pour une politique environnementale ciblée

eonomiesuisse a adopté ses premières lignes directrices sur la politique environnementale. La faïtière de l'économie suisse souhaite s'engager davantage en faveur de mesures efficaces et ciblées, notamment en ce qui concerne l'utilisation des ressources. Pour ce qui est de la contribution de l'économie, elle mise sur la capacité d'innovation des entreprises et soutient une coordination internationale pour le développement de standards environnementaux.

Actuellement, les thèmes environnementaux sont omniprésents dans le débat public. Les manifestations pour le climat et de nouvelles initiatives populaires, dont les messages s'adressent souvent directement à l'économie, font couler beaucoup d'encre. Aux yeux d'eonomiesuisse, les entreprises en Suisse jouent incontestablement un rôle important lorsqu'il s'agit de lutter contre les changements climatiques ou de favoriser une utilisation respectueuse des ressources. La politique environnementale ne vise pas le court terme. Pour être durable, elle doit adopter une perspective large, axée sur la durée. «La durabilité écologique ne peut fonctionner que si les mesures prises sont également durables sous les angles économique et social», a expliqué Kurt Lanz, responsable Infrastructures, énergie et environnement chez eonomiesuisse.

Les «Lignes directrices de l'économie pour une politique environnementale ciblée» présentées aujourd'hui ont été élaborées dans le cadre d'un processus de longue haleine, en collaboration avec les membres. Elles serviront de cadre de référence pour toutes les questions de politique environnementale. La stratégie esquissée consiste essentiellement à mettre les qualités de l'économie suisse au service de l'environnement – par exemple des technologies innovantes visant à accroître l'efficacité. Une activité respectueuse de l'environnement renforce, à son tour, la compétitivité internationale des entreprises suisses. eonomiesuisse soutient la mise en place de conditions-cadre étatiques pour autant qu'elles soient appropriées et nécessaires et qu'elles offrent aux entreprises la plus grande liberté possible. Lorsqu'il s'agit de répondre à des problèmes environnementaux globaux, comme les émissions de gaz à effet de serre, l'organisation est convaincue que la fixation de règles internationale doit être coordonnée avec le plus de pays possible.